

Las de l'« hypothèque référendaire »

Benoit Charette claque la porte du PQ et pourrait se rallier à François Legault

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les démissions se suivent, mais ne se ressemblent pas au Parti québécois. Le député Benoit Charette claque la porte parce que Pauline Marois persiste à promettre de tenir un référendum sur la souveraineté dans son premier mandat. Il est séduit par les idées de son ami François Legault, mais il ne se joint pas à sa coalition pour le moment.

C'est la cinquième démission en deux semaines au PQ. Elle survient à la veille d'une réunion des députés de Pauline Marois dans la région de Québec, aujourd'hui. La chef n'a pas voulu faire de commentaires.

En conférence de presse, le député de Deux-Montagnes a reproché au PQ de n'être « d'aucune façon en phase avec la population lorsqu'il refuse de lever l'hypothèque référendaire, pour un premier mandat à tout le moins ».

L'engagement de tenir un référendum « au moment jugé approprié » est une « épée de Damoclès » au-dessus de la tête du PQ. Il « compromet ses chances de se faire élire », estime l'élu de 34 ans.

Selon lui, l'appui à la souveraineté — à plus de 40 % selon les sondages — n'est pas « le fruit d'une sincère adhésion au programme du Parti québécois et à son projet ». M. Charette serait « surpris » que plus de 20 % des Québécois pensent que la réalisation de la souveraineté est une « priorité ». Il se dit également « convaincu que plusieurs souverainistes

ne pensent pas que la souveraineté soit possible et souhaitable dans un avenir immédiat ».

« Lorsque j'entends des collègues et d'ex-collègues dire qu'il faut accélérer le pas vers le référendum, je ne peux que penser qu'ils compromettent le projet même de souveraineté, a-t-il affirmé. Un troisième échec référendaire serait fatal à la cause souverainiste, et le peuple québécois ne semble manifestement pas prêt et désireux de vivre ce troisième référendum. »

Du reste, la « gouvernance souverainiste » proposée par Pauline Marois est déficiente, selon lui. Laisser planer une « menace de référendum [...] ne crée pas les conditions gagnantes pour de véritables négociations de bonne foi » avec Ottawa en vue d'obtenir plus de pouvoirs, a-t-il expliqué.

Un gouvernement péquiste, selon M. Charette, devrait faire la promotion de la souveraineté durant son premier

mandat pour en faire un enjeu central aux élections suivantes. Il a proposé en vain à Pauline Marois de s'engager à ne pas tenir un référendum dans un premier mandat. « On m'a systématiquement répondu que jamais le Parti québécois n'avait pris pareil engagement. J'en conviens, mais je crois que le parti ne peut pas poser meilleur geste afin de démontrer à la population qu'il est à son écoute »,

a-t-il plaidé. Incapable de « réformer le parti sur cette base », il a décidé de le quitter « sans amertume aucune ».

Benoit Charette a souligné que sa démission est « le fruit d'une longue réflexion ». Il a dit à des collègues en mars qu'il songeait à partir. Il a martelé que sa défection n'avait aucun lien avec celle des députés Lisette Lapointe, Louise Beaudoin, Pierre Curzi et Jean-Martin Aussant, dont il estime que, pressés de réa-

liser la souveraineté, ils « ont fait les mauvais constats et posé le mauvais diagnostic ».

Le député a fait valoir que, depuis 15 ans, le PQ « génère toujours moins d'appuis, élection après élection » — il a récolté 600 000 votes de moins en 2008 qu'en 1994. « Le manque d'enthousiasme que l'on constate aujourd'hui n'est pas le fruit de la conjoncture. Pauline Marois n'y est strictement pour rien. » Un nouveau

chef, estime-t-il, serait aux prises avec le même « manque d'appétit de l'électorat pour la question nationale ».

Avec François Legault ?

M. Charette estime qu'une « trêve référendaire » est d'autant plus souhaitable que le Québec est placé devant des défis « d'une importance capitale pour son avenir ». Il est donc tenté de sauter dans le train de François Legault. « L'idée de rassembler des

individus sur une base différente de la question nationale me plaît particulièrement », a-t-il dit, avant d'ajouter qu'il ne se sent pas prêt à s'engager maintenant dans la coalition.

Il a eu des « rencontres d'amitié » avec l'ancien ministre péquiste au cours des derniers mois. Il a tenu à faire part de sa démission par courriel, le week-end dernier, à l'un des collaborateurs de M. Legault, Martin Koskinen. Il n'a informé M^{me} Marois de sa décision que lundi.

Benoit Charette attend que la Coalition pour l'avenir du Québec présente son plan d'action avant de prendre une décision, mais il a multiplié hier les signaux laissant croire qu'il s'y joindra. Les citoyens sont « toujours plus nombreux à m'encourager à explorer cette voie, qui permettrait de fédérer les forces vives du Québec sur une nouvelle base », a-t-il souligné. Ce père de trois enfants, élu la première fois en 2008, siègera dorénavant comme indépendant. Il ne s'est pas engagé à terminer son mandat.

« Il n'y a pas de *deal* entre nous et M. Charette », a dit de son côté Martin Koskinen.

Ironiquement, Benoit Charette est l'un des 12 députés nés après 1968 qui, dans une lettre ouverte, la semaine dernière, ont demandé à Jacques Parizeau de leur « faire confiance » pour l'avenir du parti et du pays. Il a expliqué qu'il avait signé la lettre « par solidarité » et pour ne pas éveiller les soupçons sur son avenir politique.

Le président du PQ, Raymond Archambault, s'est dit « surpris » de la sortie de M. Charette. Il ne l'a « jamais entendu dire », aux diverses instances, que le PQ devrait s'engager à ne pas tenir un référendum. « On vient de se doter d'un programme il y a deux mois pour dire qu'il y aura un référendum au moment jugé approprié. C'est une position prudente et sage », a dit M. Archambault. Celui-ci assure qu'il y a un « appétit » pour la souveraineté dans la population.

Avec le départ de M. Charette, « on voit plus clair dans le jeu » de François Legault, qui « rôde activement dans le 450 », a-t-il noté. M. Archambault reconnaît que « la crise est importante », qu'il y a « de l'inquiétude et de l'incompréhension » chez les militants.

« Le manque d'enthousiasme que l'on constate aujourd'hui n'est pas le fruit de la conjoncture. Pauline Marois n'y est strictement pour rien. » — Le député Benoit Charette
